



JUILLET
2026

La Chine au Kirghizstan et au Tadjikistan

De la présence économique
à un nouveau rôle dans le domaine
de la sécurité



Centre
Russie/Eurasie

Rollan ISMAIL

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n'est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions et analyses exprimées dans ce livrable n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Elles ne sauraient représenter ou traduire une prise de position de l'organisme pilote de l'étude, de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou du ministère des Armées.



ISBN : 979-10-373-1249-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : Assemblage photo d'Emomali Rahmon, président de la République du Tadjikistan, de Sadyr Japarov, président de la République kirghize, et de Xi Jinping, président de la République populaire de Chine.

© Wikimedia Commons/Shutterstock.

Comment citer cette publication :

Rollan Ismail, « La Chine au Kirghizstan et au Tadjikistan : de la présence économique à un nouveau rôle dans le domaine de la sécurité », *Russie.Eurasie.Visions*, n° 142, Ifri, juillet 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Eurasie.Visions

Éditée par le Centre Russie/Eurasie, la collection numérique *Russie.Eurasie.Visions* (anciennement *Russie.Nei.Visions*) est devenue une référence, dont les articles sont publiés en trois langues (français, anglais et russe). S'appuyant sur un réseau d'experts reconnus et sur des jeunes chercheurs prometteurs, elle offre des analyses originales destinées aux décideurs publics comme privés, aux chercheurs, ainsi qu'à des publics plus larges intéressés par la zone.

Comité de rédaction

Rédactrice en chef : Tatiana Kastouéva-Jean

Rédacteur en chef adjoint : Dimitri Minic

Assistant d'édition : Nathan Bataille

Abonnement et contacts : [Marie-Liesse de Chaptas](#)

Auteur

Rollan Ismail est sinologue et expert dans un centre d'analyse privé situé en Asie centrale. Ses recherches portent sur l'évolution de la stratégie chinoise dans la région.

Résumé

La progression de l'influence chinoise en Asie centrale, observable depuis plus de trois décennies, est entrée dans une phase d'accélération encore plus marquée au cours des trois à cinq dernières années. Depuis 2022, les autorités chinoises ont, de facto, révisé leur stratégie et leurs modes d'action dans la région. Le présent rapport montre comment Pékin construit progressivement sa propre architecture de sécurité en Asie centrale, renforçant son influence sur la stabilité politique interne des États et érodant peu à peu le statut des garants extérieurs traditionnels de la sécurité régionale.

À travers les exemples du Tadjikistan et du Kirghizstan, l'étude met en lumière les mécanismes concrets de la stratégie actuellement déployée par la Chine. Elle conclut que la sécurisation croissante de l'influence chinoise entraîne une intensification de la concurrence latente au sein du partenariat russo-chinois et génère des défis croissants pour les États de la région. La dépendance grandissante à l'égard des ressources et du soutien politique de Pékin conduit les républiques d'Asie centrale à rechercher de nouvelles modalités de préservation de leur autonomie stratégique dans un contexte de recomposition des rapports de force.

Table des matières

INTRODUCTION	6
DES INVESTISSEMENTS À LA DÉPENDANCE STRUCTURELLE	9
L'ÉVOLUTION DE LA STRATÉGIE SÉCURITAIRE CHINOISE EN ASIE CENTRALE	13
La stabilisation du Xinjiang et l'architecture du « Groupe de Shanghai » (années 1990-début des années 2000).....	13
Le facteur afghan et l'ancrage physique de la Chine dans la région (années 2000-2010)	14
La marchandisation de la sécurité.....	16
Exportations d'armements et formation des élites militaires ...	18
LA DIMENSION TECHNOLOGIQUE DE LA PRÉSENCE CHINOISE DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ (DE 2022 À NOS JOURS) 19	19
La sécurisation numérique.....	19
Le système de navigation par satellite Beidou	21
Un monopole dans le secteur des télécommunications.....	21
LES CONTOURS DE LA RIVALITÉ AVEC LA RUSSIE	23
UN ÉQUILIBRE DÉLICAT	28
CONCLUSION	30

Introduction

L'Asie centrale joue de nouveau un rôle croissant dans les dynamiques internationales, en grande partie sous l'effet de l'intensification de la compétition entre les puissances extérieures pour l'influence stratégique sur le continent eurasiatique. Dans ce contexte, la thèse d'une « influence croissante de la Chine » est devenue un récit largement admis. Cependant, selon nous, cette formulation ne rend plus pleinement compte de la complexité et de la profondeur des dynamiques actuelles. Il serait plus juste d'affirmer que, ces dernières années, et plus particulièrement depuis 2022, nous assistons à un processus qualitativement nouveau d'élargissement stratégique des instruments et des domaines d'influence de la Chine en Asie centrale. Cette transformation est alimentée par plusieurs facteurs catalyseurs.

Tout d'abord, à la faveur d'une stratégie délibérée, la Chine est en train de se transformer, passant du statut de partenaire essentiellement économique à celui d'acteur politique majeur et, dans certains cas, de fournisseur de sécurité. Pékin dépasse désormais les domaines traditionnels du commerce et des importations d'hydrocarbures pour étendre son action, du contrôle des infrastructures numériques et critiques jusqu'à une pénétration progressive des secteurs de la sécurité régionale et de la coopération militaro-technique.

Deuxièmement, la présence chinoise connaît une profonde institutionnalisation à travers le format C5+Chine (Asie centrale+Chine), devenu aujourd'hui le principal mécanisme d'interaction entre Pékin et les cinq États de la région au niveau des chefs d'État.

Troisièmement, à l'instar de la Russie au cours des décennies précédentes, la Chine accorde une attention croissante aux dynamiques politiques internes des États d'Asie centrale. Pékin a pris conscience que la préservation de régimes politiques et d'élites favorables à ses intérêts constitue une condition essentielle à la réalisation de ses objectifs de long terme. Si la Chine ne dispose pas encore d'une influence politique comparable à celle dont bénéficie Moscou, la tendance est néanmoins claire : Pékin passe progressivement d'un modèle de présence principalement économique à une stratégie plus globale visant à sécuriser durablement ses positions dans la région. Il ne s'agit pas ici d'une ingérence directe sur le modèle russe, mais plutôt d'un renforcement des instruments d'influence indirecte : multiplication des contacts avec les élites dirigeantes, développement des liens entre partis politiques, promotion de solutions de gouvernance et de technologies numériques liées au contrôle,

à la sécurité et à l'administration publique. Pour la Chine, la stabilité des régimes d'Asie centrale est essentielle non seulement à la protection de ses investissements et de ses corridors logistiques, mais aussi à la prévention de mobilisations fondées sur des sentiments anti-chinois, de la montée du nationalisme et de l'intrusion de puissances concurrentes. On peut donc affirmer avec un degré élevé de certitude que, dans les années à venir, Pékin renforcera avec prudence mais constance sa présence dans les secteurs les plus sensibles liés à la stabilité interne des États de la région, augmentant ainsi leur dépendance à l'égard des ressources, des technologies et du soutien politique chinois.

Quatrièmement, malgré le partenariat stratégique officiellement proclamé entre Moscou et Pékin, l'expansion rapide de l'influence chinoise en Asie centrale crée objectivement les conditions de tensions latentes avec les intérêts russes. À mesure que la Chine dépasse les domaines du commerce, des investissements et des infrastructures pour s'implanter dans des secteurs traditionnellement considérés comme relevant de la sphère d'influence privilégiée de la Russie, l'espace de la compétition implicite entre les deux puissances s'élargit inévitablement. Pour Moscou, cette évolution implique une érosion progressive de son statut exclusif de principal garant extérieur de la sécurité régionale. Pour Pékin, elle offre au contraire l'opportunité d'intégrer progressivement les États d'Asie centrale dans son propre écosystème de sécurité. Il en résulte l'émergence d'un nouveau modèle dans lequel la coordination et le soutien mutuel affichés entre la Russie et la Chine demeurent officiellement intacts, tandis que se développe, dans la pratique, une rivalité prudente portant sur l'accès aux élites, l'influence sur les décisions stratégiques et la définition de l'ordre régional à long terme.

Enfin, ces évolutions suscitent des réactions contrastées au sein même des États d'Asie centrale. L'accroissement de la présence chinoise offre de nouvelles opportunités économiques, mais il génère également des défis en matière de sécurité nationale en renforçant des dépendances structurelles qui réduisent progressivement les marges de manœuvre stratégiques des États concernés.

Dans cette perspective, le présent rapport analyse les tendances et les facteurs qui témoignent d'un élargissement qualitatif de l'influence stratégique chinoise en Asie centrale. Une attention particulière est accordée aux initiatives mises en œuvre tant par Pékin que par les États de la région. Les cas du Tadjikistan et du Kirghizstan sont retenus comme exemples centraux. Ces deux pays constituent aujourd'hui de véritables laboratoires d'expérimentation des nouveaux instruments de la stratégie chinoise, illustrant de manière particulièrement visible la montée en puissance de l'influence de la République populaire de Chine, y compris dans les domaines sensibles liés à la sécurité. L'analyse de ces deux cas permet de mettre en évidence avec une clarté particulière les

manifestations d'une concurrence latente susceptible, à terme, de faire émerger de nouveaux foyers de tension entre les acteurs extérieurs traditionnels et les nouveaux acteurs présents dans la région.

Cela étant, à ce stade, le renforcement de l'influence chinoise ne signifie pas automatiquement l'éviction de la Russie d'Asie centrale. Moscou conserve des positions solides reposant sur plusieurs facteurs : la place toujours importante de la langue russe, l'existence de réseaux politiques et sécuritaires, l'héritage institutionnel soviétique ainsi que son rôle central comme principale destination des migrations de travail. Pour le Tadjikistan comme pour le Kirghizstan, les flux migratoires vers la Russie et les transferts financiers qui en découlent demeurent des facteurs déterminants. Il ne s'agit donc pas tant d'un remplacement de la Russie par la Chine que d'une recomposition plus complexe des influences extérieures. Dans le même temps, Pékin cherche de plus en plus activement à convertir son capital économique et financier en influence politique et stratégique.

D'un point de vue méthodologique, cette étude entend délibérément dépasser les approches plus classiques. Elle analyse la transformation de l'équilibre des puissances en Asie centrale non seulement à travers les impératifs stratégiques de Pékin ou d'autres acteurs globaux, mais également à travers les perceptions des élites et des sociétés d'Asie centrale elles-mêmes. Des concepts tels que le « Grand Jeu » ou la « Grande Asie centrale » illustrent la persistance d'une tendance consistant à envisager la région principalement à travers les intérêts des puissances extérieures. Une telle approche tend souvent à déformer la réalité en reléguant au second plan l'autonomie des États d'Asie centrale et leurs motivations propres.

Afin de garantir la rigueur et la profondeur de l'analyse, cette étude s'appuie sur une base empirique diversifiée. Premièrement, elle repose sur une analyse systématique de sources primaires, notamment des documents officiels, des stratégies de développement et des accords bilatéraux conclus entre la Chine, le Tadjikistan et le Kirghizstan. Deuxièmement, des entretiens semi-directifs approfondis menés auprès d'experts tadjiks et kirghiz ont constitué un instrument essentiel de vérification et d'identification des tendances sous-jacentes. Les experts ont été sélectionnés en fonction de leur compétence professionnelle et de leur implication directe dans les problématiques étudiées. L'ensemble des entretiens a été réalisé sous couvert d'anonymat, permettant aux interlocuteurs de s'exprimer plus librement sur des sujets sensibles et donnant accès à des appréciations qui ne sont pas toujours visibles dans l'espace public.

Des investissements à la dépendance structurelle

Depuis l'indépendance des républiques d'Asie centrale au début des années 1990, la stratégie de Pékin dans la région a connu une profonde évolution. Au départ, la Chine se présentait principalement comme un partenaire dont les intérêts se bornaient à la délimitation des frontières, au maintien de la stabilité et à l'achat de matières premières. Cependant, à mesure que se sont dessinés les contours d'un nouvel ordre mondial et que s'est mise en œuvre l'initiative des Nouvelles routes de la soie (BRI), la Chine a commencé à accumuler méthodiquement des actifs économiques, comblant ainsi le vide créé par les difficultés économiques de la Russie et l'attention intermittente de l'Occident. Au début des années 2020, ce paradigme d'investissement dans des projets d'infrastructure et d'énergie à grande échelle est devenu obsolète. Aujourd'hui, la présence de Pékin, particulièrement marquée dans les économies les plus vulnérables de la région, le Kirghizistan et le Tadjikistan, se caractérise par un passage de l'expansion commerciale à un contrôle approfondi des infrastructures, à la gestion de la dette souveraine et à la domination technologique.

L'évolution des échanges commerciaux au cours de la décennie actuelle illustre clairement la nature qualitative de ce changement radical. En 2013, au moment du lancement de l'initiative BRI, le volume total des échanges commerciaux entre la Chine et les cinq républiques s'élevait à 43,5 milliards de dollars. En 2020, la pandémie de Covid-19 a temporairement fait reculer ce chiffre à 38,6 milliards de dollars. Cependant, la reprise s'est avérée rapide et exceptionnelle. À la fin de l'année 2025, les échanges commerciaux ont atteint un record historique de 106,3 milliards de dollars¹, dépassant pour la première fois la barre des 100 milliards de dollars et multipliant par 2,7 leur volume en seulement cinq ans.

Il convient également de noter le changement qualitatif de la structure des exportations chinoises. Entre 2023 et 2025, Pékin a délibérément promu dans la région ce qu'on appelle le « nouveau trio » de produits : les véhicules électriques, les batteries lithium-ion et les panneaux solaires. L'Asie centrale devient ainsi non seulement un marché de débouchés pour les biens de consommation traditionnels, mais aussi une sorte de terrain d'essai pour la mise en œuvre et la validation des normes technologiques et des solutions d'infrastructure chinoises.

1. A. Musaev, « Explainer: What's Next as China Edges Russia as Central Asia's Top Trade Partner ? », BBC Monitoring, 2 février 2026, disponible sur : <https://monitoring.bbc>.

Pour Bichkek et Douchanbé, cela a marqué un changement de paradigme géoéconomique. Il est révélateur de constater que, rien qu'au cours des cinq premiers mois de 2025, les échanges commerciaux entre le Tadjikistan et la Chine ont atteint 900 millions de dollars, dépassant ceux avec la Russie². Cependant, derrière ces chiffres se cache un déséquilibre critique. Sur ces 900 millions de dollars, les exportations tadjikes ne représentaient que 177 millions de dollars, ce qui engendre un déficit commercial significatif, épuise les réserves de change nationales et consolide le statut de ces républiques en tant que marchés de débouchés dépendants.

Cette vulnérabilité macroéconomique se complique encore davantage en raison de la transformation du Kirghizistan en plaque tournante de transit, permettant de contourner les sanctions occidentales contre la Russie. Comme le montrent les dernières données, l'écart entre les chiffres officiels du commerce entre Bichkek et Pékin a atteint des proportions impressionnantes. En particulier, à la fin de l'année 2025, les douanes chinoises ont enregistré des exportations vers le Kirghizistan d'un montant de 27,2 milliards de dollars, tandis que la partie kirghize a déclaré des importations d'un volume de 4,97 milliards de dollars³. Il est évident qu'un tel écart ne peut être attribué exclusivement à la méthodologie de comptabilisation des marchandises en transit. En réalité, ces chiffres témoignent de l'existence d'un vaste secteur parallèle et de montages de réexportation, notamment de produits à double usage⁴. Par ailleurs, la hausse de 800 % des importations de produits européens de haute technologie au Kirghizistan, suivie d'une explosion de 1 200 % de leur réexportation vers la Fédération de Russie, a provoqué une pression sans précédent de la part de l'Union européenne⁵.

Parallèlement à l'asymétrie commerciale et de transit, l'expansion rapide du crédit accordé par les banques chinoises dans les années 2010 s'est transformée en un fardeau de la dette systémique menaçant la souveraineté nationale. Selon les études du Lowy Institute, Pékin est aujourd'hui passé du statut de principal fournisseur mondial à celui de « collecteur de dettes ». À titre d'exemple, la dette envers la République populaire de Chine (RPC) représente environ 28 % de la dette extérieure totale tant au Kirghizistan (environ 1,5 milliard de dollars) qu'au Tadjikistan (environ 900 millions de dollars)⁶. Les tentatives de Bichkek pour diversifier sa dette ou obtenir son annulation se heurtent au refus de la partie chinoise. Pékin n'accepte que des

2. V. Ismailov, « China Overtakes Russia as Tajikistan's Top Trading Partner for the First Time », *The Times of Central Asia*, 15 juillet 2025, disponible sur : <https://timesca.com>.

3. K. Aibashov et M. Sharipzhan, « China-Kyrgyzstan Trade Gap Widens As Conflicting Data Raises Transparency Concerns », RFE/RL, 26 mars 2026, disponible sur : <https://www.rferl.org>.

4. Y. Yusupov, « Foreign Trade of Central Asians Countries: Trends, Barriers, and Prospects », *CAPS Unlock*, 2025, disponible sur : <https://capsunlock.org>.

5. E. Collet, « Kyrgyzstan in EU Crosshairs over Russia Sanctions Circumvention », Euractiv, 26 février 2026, disponible sur : <https://www.euractiv.com>.

6. R. Duke, « Peak Repayment: China's Global Lending », Lowy Institute, mai 2025, disponible sur : <https://interactives.lowyinstitute.org>.

reports de paiement à des conditions commerciales, avec le maintien des intérêts et le prélèvement de commissions supplémentaires. Pour Douchanbé, cette incapacité à rembourser ses emprunts, sans nuire au budget, signifie une contrainte à échanger des dettes contre des actifs et à céder des ressources stratégiques.

Or, c'est précisément le levier de la dette qui a permis à la Chine d'accélérer la transition vers un contrôle opérationnel direct sur l'industrie lourde et les ressources minières. Par exemple, des multinationales telles que Zijin Mining occupent méthodiquement des positions dominantes dans le secteur de l'extraction aurifère. La société contrôle les gisements stratégiques de Jilau et de Taror au Tadjikistan et gère le projet « Altynken » au Kirghizstan. Dans le même temps, des projets d'une telle envergure ne manquent pas d'exacerber les tensions sociales, comme l'ont clairement démontré les manifestations des mineurs tadjiks à la mine de « Zarafshon » fin 2024. Selon d'anciens employés de cette société, les ingénieurs tadjiks gagnent six fois moins que leurs collègues chinois⁷. Par ailleurs, comme le montrent les données, le contrôle exercé par les entreprises chinoises au Tadjikistan dépasse le cadre de l'extraction des matières premières. La modernisation à grande échelle de la Compagnie tadjike d'aluminium, dont les contrats, d'une valeur comprise entre 545 millions et 1,6 milliard de dollars, ont été confiés à la société chinoise CMEC, garantit un ancrage technologique à long terme du principal secteur d'exportation du Tadjikistan aux équipements et aux normes de la RPC⁸.

Par ailleurs, l'un des plus grands projets d'infrastructure illustrant l'expansion de l'influence chinoise est le lancement, en 2024, de la construction de la ligne ferroviaire Chine-Kirghizstan-Ouzbékistan, d'un coût de 4,7 milliards de dollars. Ce projet, destiné à devenir l'artère principale du Corridor médian, consolide structurellement la domination de Pékin. La participation majoritaire (51 %) de la société commune appartient à la RPC, et le financement est assuré par un crédit à long terme accordé par des banques publiques chinoises. Les économistes préviennent qu'à terme, le modèle BOT (Build-Operate-Transfer) liera indissolublement les finances publiques du Kirghizstan et réduira considérablement sa souveraineté en matière de transit⁹.

Dans leur ensemble, ces processus façonnent une nouvelle réalité, clairement mise en évidence par l'enquête que nous avons conduite durant les mois de février et de mars 2026. Les chercheurs représentant des centres de recherche publics, des universités ainsi que des centres d'analyse privés du Kirghizstan et du Tadjikistan reconnaissent globalement que le calcul

7. « Tensions Rise Around Chinese Mining Projects in Tajikistan », *Caspian Post*, 23 janvier 2026, disponible sur : <https://caspiantpost.com>.

8. « Part of the Property of the Aluminum Giant of Tajikistan will be Transferred to a New Company », *CAG World*, disponible sur : <https://www.cag.world>.

9. A. Dayar, « A New Link in Global Trade: The China-Kyrgyzstan-Uzbekistan Railway and Its Role in the Middle Corridor », *Caspian Policy Center*, 10 juin 2025, disponible sur : <https://caspiantpolicy.org>.

pragmatique initial des élites locales est rapidement supplanté par le sentiment d'une dépendance croissante inévitable. Comme le soulignent les experts kirghizes, le mécontentement grandit à nouveau au sein de la société, tant à l'égard de l'activité des entreprises chinoises que de l'attitude des autorités locales, de plus en plus loyales envers la Chine. Dans le même temps, la loyauté croissante des autorités kirghizes envers la Chine tient moins à de la sympathie qu'à un calcul pragmatique et à une dépendance structurelle. La chercheuse kirghize N. Tatkalo décrit cette logique à travers le concept d'« occultation mutuellement acceptable », selon lequel le gouvernement accepte tacitement les conditions défavorables des prêts chinois, tandis que les entreprises chinoises ne s'opposent pas aux schémas de corruption dans lesquels elles sont inévitablement impliquées. Entre 1999 et 2019, le Kirghizistan a connu trois scandales politiques majeurs dans lesquels l'argent chinois a servi d'instrument de lutte politique interne, mais la partie chinoise est systématiquement restée en dehors des enquêtes¹⁰. En conséquence, les flux financiers chinois se sont transformés en une ressource autour de laquelle les élites au pouvoir nouent des accords informels pour conserver le pouvoir. C'est précisément cette logique qui explique la faveur constante des autorités pour l'expansion de la présence chinoise, indépendamment de l'opinion publique.

Dans le même temps, en transformant les dettes en contrôle des actifs et la dépendance au transit en gestion des infrastructures critiques, la Chine réduit de fait la marge de manœuvre stratégique du Kirghizistan et du Tadjikistan et menace leur souveraineté.

10. N. Tatkalo, « Mify i realii kitajskoj ugrozy v Kyrgyzstane » [Mythes et réalités de la menace chinoise au Kirghizistan], Institut d'analyse stratégique et de prospective, 24 février 2022, disponible sur : www.isap.center.

L'évolution de la stratégie sécuritaire chinoise en Asie centrale

À mesure que sa présence économique s'est renforcée en Asie centrale, la Chine a progressivement élargi ses instruments de sécurité. C'est au Kirghizistan et au Tadjikistan que la transformation progressive de la stratégie de sécurité chinoise se manifeste le plus clairement. La présence chinoise ne se limite plus à la stabilisation des zones frontalières et aux actions menées *via* l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ; elle est aujourd'hui marquée par des mécanismes bilatéraux, par la marchandisation des activités de sécurité et par le recours à des outils technologiques de contrôle.

Cette transformation s'explique non seulement par les besoins internes de la Chine en matière de stabilité de ses frontières occidentales (région autonome ouïghoure du Xinjiang), mais aussi par une situation régionale en pleine mutation, caractérisée par l'instabilité en Afghanistan, des crises politiques et sociales ainsi que la concurrence croissante avec d'autres acteurs de la scène internationale. Ainsi, l'évolution du rôle de la Chine dans le domaine de la sécurité peut être divisée en plusieurs étapes interdépendantes, chacune étant définie par des instruments, des cadres juridiques et des objectifs stratégiques spécifiques.

La stabilisation du Xinjiang et l'architecture du « Groupe de Shanghai » (années 1990-début des années 2000)

Au cours des premières années d'indépendance des républiques d'Asie centrale, la stabilité du Xinjiang était la priorité absolue de Pékin. L'effondrement de l'URSS a créé une situation d'incertitude aux frontières. La menace d'une infiltration des idées liées au terrorisme, à l'extrémisme et au séparatisme – les « trois fléaux » selon la terminologie chinoise – à travers les frontières vulnérables et encore imparfaitement délimitées du Kirghizistan et du Tadjikistan a imposé la nécessité de mettre en place un système de confiance dans le domaine militaire. Les accords historiques signés dans le cadre du « Groupe de Shanghai » en 1996 ont constitué le fondement juridique de cette étape. L'accord entre les trois pays de la région (Kazakhstan, Kirghizistan et Tadjikistan) ayant des frontières

communes avec la Chine a jeté les bases de la création d'une organisation internationale à part entière : l'OCS.

Par la suite, la participation de la Chine à la sécurité régionale en Asie centrale s'est limitée aux activités de l'OCS. La Structure régionale antiterroriste de l'OCS organisait des exercices annuels dont les objectifs et les missions portaient sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Dans le même temps, à mesure que le potentiel militaire et économique de la Chine s'est accru, son rôle et son importance en tant que partenaire de sécurité pour de nombreux pays n'ont cessé de croître. Les fonctions de l'OCS ne permettant pas à la Chine d'étendre pleinement son influence en matière de sécurité régionale, les autorités chinoises ont commencé à modifier leurs approches. En conséquence, au cours des années suivantes, nous avons pu observer diverses initiatives de nature bilatérale et multilatérale.

Le facteur afghan et l'ancrage physique de la Chine dans la région (années 2000-2010)

La phase suivante se caractérise par une importance croissante du facteur afghan dans la stratégie chinoise en Asie centrale. À mesure que la situation en Afghanistan s'aggravait et que le processus de retrait des principales forces de la coalition de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord s'amorçait, la stratégie de Pékin en Asie centrale a connu un changement qualitatif. La Chine a pris conscience des limites des mécanismes de l'OCS, qui exigent un consensus de tous les participants, y compris la Russie, et s'est tournée vers la mise en œuvre de différents formats pour résoudre de manière opérationnelle les problèmes de sécurité. Le Tadjikistan, qui possède la frontière la plus longue (plus de 1 300 km) et la plus complexe avec l'Afghanistan, est devenu l'objet principal de la nouvelle stratégie de « défense avancée ». La création en 2016 du Mécanisme quadripartite de coopération et de coordination, réunissant la Chine, le Pakistan, le Tadjikistan et l'Afghanistan, a officialisé cette transition. Dans le cadre de ce mécanisme, la Chine a commencé pour la première fois à mettre en place des infrastructures militaires extraterritoriales visant à contrer les menaces. Au cours de cette période, Pékin a accordé une attention particulière à la région autonome du Gorno-Badakhshan au Tadjikistan, où la présence des forces de sécurité chinoises s'est manifestée le plus clairement. Dans la région du village de Shaimak, une infrastructure de sécurité a été mise en place. Officiellement présentée comme une base destinée aux forces tadjikes de réaction rapide, elle a été construite avec le soutien financier et technique de la Chine¹¹. Bien que de nombreux médias et experts qualifient ce site de « militarisé » et signalent la présence de personnel chinois, le statut

11. J. Shi, « La base militaire chinoise au Tadjikistan » (en chinois), Institut de défense nationale et de sécurité de Taïwan, 12 novembre 2021, disponible sur : <https://indsr.org.tw>.

juridique exact du complexe reste sujet à débat¹². Les autorités officielles de Douchanbé et de Pékin nient systématiquement l'existence d'une base militaire étrangère, soulignant que la coopération repose sur les principes de la lutte commune contre le terrorisme, dans le cadre d'accords bilatéraux, où les forces de sécurité du Tadjikistan conservent un rôle administratif et opérationnel clé.

Par ailleurs, en 2021, le Parlement tadjik a ratifié un accord avec la Chine portant sur la construction d'une nouvelle base pour le Groupe d'intervention rapide du ministère de l'Intérieur tadjik dans le district d'Ishkashim. Le coût du projet s'est élevé à environ 55 millions de yuans (8,5 millions de dollars), tandis que l'ensemble des équipements, y compris les systèmes de surveillance et de communication, a été fourni par la Chine¹³.

En développant cette architecture, Pékin est passé d'initiatives déclaratives à une consolidation à long terme de sa présence. En témoigne l'accord ratifié par le Parlement du Tadjikistan le 4 mars 2026, selon lequel le gouvernement de la République populaire de Chine financera (sous la forme d'une subvention de 424 millions de yuans) et réalisera la construction de neuf nouvelles installations frontalières modernes¹⁴. La spécificité du projet illustre l'approche systémique de la Chine, qui prévoit une construction selon un cycle chinois entièrement fermé, tandis que Douchanbé ne fournit que le terrain et une exonération fiscale totale. Cette initiative, qui s'inscrit dans la continuité du programme de 2017-2018, constitue une ligne de sécurité échelonnée encore plus vaste.

Il est à noter que les installations anciennes et nouvelles construites avec le soutien de la Chine à la frontière tadjiko-afghane n'apportent pas encore les résultats escomptés, comme le soulignent également les experts interrogés au Tadjikistan. Les technologies modernes utilisées pour la surveillance des frontières renforcent le contrôle frontalier. Mais, dans le même temps, la présence de militaires chinois et plus largement de représentants d'entreprises chinoises entraîne une intensification des attaques frontalières en provenance d'Afghanistan. En particulier, comme l'indiquent les experts tadjiks, rien qu'au cours du second semestre 2025, neuf incidents ont été enregistrés à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, liés au franchissement illégal de la frontière tadjike par des trafiquants de drogue, des membres de groupes terroristes, ainsi qu'à des

12. J. Shi, « Expansion militaire et contraintes de la Chine en Asie centrale » (en chinois), Institut de défense et de sécurité nationale de Taïwan, disponible sur : <https://indsr.org.tw>.

13. Hua. B, « La Chine contrôle le corridor de Vakhsh pour protéger le Xinjiang et, profitant de la situation en Afghanistan, renforce sa présence dans le Pamir » (en chinois), *Voice of America*, 30 octobre 2021, disponible sur : www.voacantonese.com.

14. Sh. Kudrat, « Kitaj postroit 9 pograničnyh ob'ektov na granice Tadžikistana i Afganistana » [La Chine va construire 9 installations frontalières à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan], *Asia-Plus*, 11 mars 2026, disponible sur : <https://asiaplus.news>.

attaques contre des citoyens chinois¹⁵. Les incidents les plus médiatisés ont eu lieu fin novembre 2025. Selon les informations du ministère des Affaires étrangères du Tadjikistan, une attaque armée a été perpétrée à l'aide de drones, depuis le territoire afghan, contre des employés de la société Shokhin SM et a entraîné la mort de citoyens chinois travaillant dans une mine d'or¹⁶.

Cette étape se caractérise par le passage des assurances diplomatiques à la présence physique des forces de sécurité de la RPC sur le territoire des États de la région. Dans les documents officiels de la RPC, tels que le « Livre blanc sur la défense nationale », cette approche a été justifiée par la nécessité de protéger les intérêts nationaux à l'étranger et de participer à la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme¹⁷. Pour le Tadjikistan, cette coopération est devenue un compromis forcé. Ainsi, malgré les assurances de la partie tadjike quant à l'absence de bases militaires chinoises sur le territoire du Tadjikistan, on ne peut nier le fait qu'en échange d'une aide financière et d'investissements dans les infrastructures, Douchanbé a de facto transféré une partie du contrôle de ses territoires frontaliers sous la supervision de Pékin.

La marchandisation de la sécurité

La troisième phase (2013-2022) a été marquée par le fait que, parallèlement au lancement de la BRI, la Chine a commencé à percevoir l'instabilité interne des pays de la région comme une menace directe pour ses propres investissements, ses infrastructures et ses citoyens. Les changements de pouvoir au Kirghizstan, les crises dans la région autonome du Haut-Badakhchan, les événements du « janvier sanglant » de 2022 au Kazakhstan, ainsi que les troubles au Karakalpakstan ont montré à Pékin que les risques pour les actifs chinois provenaient non seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur même des États d'Asie centrale. La réponse a consisté à élargir la coopération bilatérale avec les forces de l'ordre et à commercialiser progressivement certaines fonctions de sécurité.

Dans ce contexte, comme le soulignent à juste titre des chercheurs kirghizes, le rôle de Pékin s'accroît grâce à la diversification des mécanismes non institutionnels qui, en fin de compte, autorisent l'activité des prestataires militaires chinois dans la région¹⁸. On observe notamment, au cours de cette

15. Sh. Rizoan, « Tadžiksko-afganskaâ granica v 2025 godu : incidenty i ih posledstviâ » [La frontière tadjiko-afghane en 2025 : incidents et leurs conséquences], Cronos.Asia, 27 décembre 2025, disponible sur : <https://cronos.asia>.

16. « O vooružennom napadenii na tadžikskoj granice » [À propos de l'attaque armée à la frontière tadjike], Ministère des Affaires étrangères du Tadjikistan, 27 novembre 2025, disponible sur : <https://mfa.tj/ru>.

17. « La défense nationale de la Chine à l'ère nouvelle » (en chinois), Livre blanc, Bureau d'information du Conseil d'État de la République populaire de Chine, 24 juillet 2019, disponible sur : www.scio.gov.cn.

18. Z. T. Muratalieva, A. T. Esenbekova et N.S. Tatkalo, « China in the Shadow of Russia: Covert Tools for Expanding China's Influence over Kyrgyzstan's Security », *India Quarterly*, vol. 78, n° 1, 2022, p. 88-103.

période, l'arrivée sur les marchés du Kirghizistan et du Tadjikistan d'entreprises de sécurité privées chinoises. Les experts taïwanais soulignent que la Chine recourt largement à la création et à l'utilisation de sociétés de sécurité privées en Asie centrale et du Sud, telles que Zhongjun Junhong. Cette société opère au Kirghizistan, assurant la sécurité des actifs miniers et des installations logistiques chinoises. Tout en se soumettant formellement aux lois locales, ces sociétés sont souvent composées d'anciens combattants de l'Armée populaire de libération (APL) et entretiennent des canaux de communication directs avec les forces de l'ordre chinoises. Il est également fait mention de la société Hua Xin, spécialisée dans la protection des sites de la BRI, qui fournit des services de formation du personnel et d'installation de systèmes de protection techniques¹⁹.

Parallèlement, le volume de l'aide militaro-technique fournie par la Chine aux pays de la région a fortement augmenté et pris un caractère ciblé. La Chine a réorienté ses efforts, passant de la fourniture de surplus de matériel obsolète au transfert de véhicules de patrouille modernes, de moyens de communication, de systèmes sans pilote et d'équipements spéciaux destinés aux unités du ministère de l'Intérieur et des gardes nationales des deux républiques. Cette évolution est renforcée par des exercices bilatéraux réguliers de la série « Coopération ». Par exemple, lors des exercices « Coopération-2019 » entre les Forces d'armement populaires de Chine et la Garde nationale du Kirghizistan, des scénarios de répression des émeutes de masse et de protection d'installations stratégiques en milieu urbain ont été mis en pratique²⁰.

Cette approche permet à Pékin de renforcer sa présence dans le domaine de la sécurité, sans créer de bases militaires à part entière selon le modèle classique. Au lieu d'un déploiement militaire ouvert, la Chine utilise des instruments plus souples, notamment le financement des infrastructures, la formation du personnel, la fourniture directe d'équipements, la coopération avec les forces de l'ordre nationales et le recours à des prestataires privés. D'un point de vue politique, cela permet à la RPC de réduire les coûts liés à la perception d'une ingérence extérieure, tout en conservant une influence significative sur les pratiques en matière de sécurité.

Il est important de noter qu'outre les éléments susmentionnés, la Chine met progressivement en place des instruments permettant d'influencer les processus politiques internes. L'un de ces mécanismes a été le Forum mondial sur la coopération en matière de sécurité publique, organisé en 2024 à Lianyungang, qui a servi de plateforme pour promouvoir l'approche chinoise de la gestion de la sécurité dans le cadre de l'initiative

19. J. Shi, « Expansion militaire et contraintes de la Chine en Asie centrale », *op. cit.*

20. « La Chine et le Kirghizistan ont lancé les exercices antiterroristes conjoints "Coopération-2019" » (en chinois), Xinhua, 6 août 2019, disponible sur : www.xinhuanet.com.

GSI (Global Security Initiative)²¹. Le forum a réuni des représentants de plus de 100 pays et visait à élaborer des pratiques de coopération dans les domaines de la lutte contre la criminalité transnationale, de la sécurité numérique et de la gestion des migrations.

Exportations d'armements et formation des élites militaires

Aujourd'hui, la Chine est le deuxième fournisseur d'armes en Asie centrale après la Russie. Au Turkménistan et en Ouzbékistan, la part des armes chinoises dépasse déjà 20 % du volume total des achats²². Parallèlement, la présence de la Chine sur le marché des drones est devenue particulièrement importante ces dernières années, au point d'entrer en concurrence directe avec la Turquie. En particulier, les livraisons de systèmes CH-4, CH-5 et Wing Loong dans la région modifient l'équilibre des forces. Ces appareils ont été utilisés lors de conflits frontaliers et d'opérations antiterroristes, démontrant la supériorité des technologies chinoises sur les modèles obsolètes²³. Il est essentiel de noter que ces livraisons s'accompagnent de la formation des opérateurs et de la création de centres de maintenance sur place, ce qui assure une présence à long terme de techniciens chinois au sein des ministères de la Défense de Bichkek et de Douchanbé.

Ainsi, le recours à des spécialistes chinois s'accompagne naturellement d'un travail systématique visant à former une nouvelle élite militaire. L'augmentation continue des quotas de formation des officiers du Kirghizistan et du Tadjikistan dans les académies militaires de l'APL (en particulier au Collège international d'études de défense de l'Université de défense nationale de l'APL) crée manifestement un canal d'influence idéologique et professionnelle à long terme. Chaque année, des centaines d'officiers de rang intermédiaire et supérieur suivent une formation en Chine, durant laquelle ils développent des compétences tactiques et sont familiarisés avec la vision chinoise de la stratégie de sécurité, fondée sur la protection de la souveraineté contre les ingérences extérieures et les « révolutions de couleur »²⁴.

21. « Un sous-forum sur la formation policière internationale s'est tenu dans le cadre du Forum sur la coopération mondiale en matière de sécurité publique (Lianyungang) » (en chinois), Ministère de la Sécurité publique de la République populaire de Chine, 8 septembre 2024, disponible sur : www.mps.gov.cn.

22. I. Zuenko, « China's Activity in Central Asia in Light of Russian Interests », *Russia in Global Affairs*, vol. 23, n° 2, avril-juin 2025, p. 146-164, disponible sur : <https://eng.globalaffairs.ru>.

23. « Déclaration conjointe de la RPC et de la République kirghize sur l'établissement d'un partenariat stratégique global d'une nouvelle ère » (en chinois), Ministère des Affaires étrangères de la RPC, 18 mai 2023, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

24. « Déclaration commune de la RPC et de la République kirghize sur l'approfondissement du partenariat stratégique global d'une nouvelle ère (texte intégral) » (en chinois), Ambassade de la RPC en République kirghize, 6 février 2025, disponible sur : <https://kg.china-embassy>.

La dimension technologique de la présence chinoise dans le domaine de la sécurité (de 2022 à nos jours)

La Chine fait aujourd'hui évoluer sa présence d'une réaction ponctuelle vers une domination technologique, entrant ainsi en concurrence directe avec les garants et fournisseurs traditionnels de sécurité, au premier rang desquels la Russie, les États-Unis et, dans une moindre mesure, la Turquie. L'un des aspects les plus importants de cette influence réside dans le fait que les innovations technologiques développées dans le secteur civil chinois sont directement converties en puissance militaire et en capacité d'influence sur les règles du jeu internationales²⁵. Le cadre conceptuel de ce processus est constitué par l'Initiative de sécurité mondiale (GSI), proposée par Xi Jinping en 2022. La GSI promeut le principe de « l'indivisibilité de la sécurité », avec une spécificité chinoise qui implique le refus de participer à des blocs extrarégionaux et le passage à des mécanismes régionaux sous l'égide de la Chine²⁶.

Sur le plan pratique, la Chine met activement en place des infrastructures à double usage, créant une dépendance technologique par le biais de divers mécanismes.

La sécurisation numérique

Parallèlement à sa présence physique et à son aide militaro-technique, la Chine met progressivement en place un niveau d'influence moins visible, mais non moins important : l'infrastructure de sécurité numérique. L'exportation des complexes « Smart City » et « Safe City » par Huawei, Hikvision, Dahua et CEIEC (China National Electronics Import and Export Corporation) permet aux ministères de l'Intérieur locaux d'accéder à des systèmes de reconnaissance faciale et d'analyse de mégadonnées. Par ailleurs, en 2019, la modernisation d'un système intégrant des algorithmes de reconnaissance faciale a été annoncée. Toujours en 2019, la société chinoise CEIEC a cédé à titre gracieux au ministère de l'Intérieur de la République du Kirghizistan un centre de commande équipé de systèmes de

25. S. Kennedy, « The Power of Innovation: The Strategic Value of China's High-Tech Drive », Center for Strategic and International Studies, 2 mars 2026, disponible sur : <https://www.csis.org>.

26. « “Les trois initiatives mondiales” et la diplomatie chinoise en Asie centrale à l'ère nouvelle » (en chinois), Shanghai Institutes for International Studies, 2024, p. 75-96, disponible sur : www.siiis.org.cn.

reconnaissance faciale et d'analyse de mégadonnées pour surveiller la situation à Bichkek²⁷. Au Kirghizstan, la gestion de ces systèmes, comprenant des caméras dotées de fonctions de reconnaissance faciale et de détection des infractions, a été centralisée et transférée à la SA « Kyrgyztelecom » et au ministère de l'Intérieur en septembre 2025. Cependant, le cœur architectural de l'infrastructure reste constitué des solutions cloud chinoises et du concept « City Brain ».

L'apparition en 2025 de modèles d'IA chinois de pointe, tels que DeepSeek, a considérablement réduit le coût et accéléré de manière exponentielle les processus d'apprentissage automatique et d'analyse de mégadonnées, rendant ces technologies accessibles aux pays du Sud aux budgets limités. Dans les pays d'Asie centrale, cette dynamique se manifeste de façon inégale. L'intégration la plus poussée des technologies chinoises d'analyse par IA s'observe au Kirghizstan et au Tadjikistan, où elles deviennent un élément de l'infrastructure de la gestion et de la sécurité publiques. Au Kazakhstan et en Ouzbékistan, l'adoption des modèles chinois se heurte à une concurrence plus forte, prenant la forme d'une mise en œuvre ponctuelle dans certains secteurs de l'économie et des infrastructures urbaines. Cela signifie qu'en exportant ces technologies en Asie centrale, Pékin poursuit un double objectif. D'une part, il aide les régimes locaux à maintenir leur contrôle politique et à réprimer rapidement les foyers d'instabilité, ce qui correspond à la vision chinoise de la sécurité. D'autre part, l'intégration des plateformes chinoises dans les infrastructures critiques des pays d'Asie centrale crée des vulnérabilités, offrant aux services de renseignement de la RPC la possibilité d'accéder secrètement à d'énormes quantités d'informations biométriques, de télécommunications et de données sociales. Il est à noter que ce facteur a été identifié par la majorité des experts interrogés comme le risque le plus grave pour la sécurité nationale des pays d'Asie centrale. Un exemple frappant de ces risques est l'incident révélé par des experts en cybersécurité, dans lequel des groupes affiliés aux services de renseignement chinois ont conservé pendant une longue période un accès caché aux infrastructures des plus grands opérateurs de télécommunications du Kazakhstan (notamment Kcell, Tele2 et Beeline)²⁸.

Une telle sécurisation numérique transforme progressivement le Tadjikistan et le Kirghizstan en laboratoires d'expérimentation pour des outils technologiques de contrôle. Dans ce contexte, il est important de noter que le ministère américain de la Défense a institutionnalisé la surveillance de ces structures dans le cadre du mécanisme de la Section 1260H, en désignant des entreprises telles que Huawei et Hikvision comme des éléments de

27. N. Yau, « China Taking Big Brother to Central Asia », Eurasianet, 6 septembre 2019, disponible sur : <https://eurasianet.org>.

28. N. Kumenov, « Kazakhstan: Major Data Hack Bears Chinese Fingerprints », Eurasianet, 22 février 2024, disponible sur : <https://eurasianet.org>.

l'intégration militaire et civile de la RPC²⁹. Au cours des années suivantes, cette liste a été considérablement élargie et institutionnalisée dans le cadre du mécanisme de la Section 1260H³⁰. L'intégration de ces systèmes crée une « dépendance technologique » des républiques et donne à Pékin un instrument d'influence politique potentielle et de contrôle sur des masses de données.

Le système de navigation par satellite Beidou

La Chine promeut activement son système de navigation par satellite Beidou comme alternative au GPS américain et au GLONASS russe pour les armées de la région³¹. Beidou présente l'avantage d'une fonction de messagerie instantanée, qui permet de coordonner les actions des unités en l'absence de communication dans les zones montagneuses (Pamir, Tien Shan). L'intégration de Beidou dans les forces armées du Tadjikistan et du Kirghizstan crée une dépendance fondamentale en matière de commandement des troupes et d'utilisation d'armes de haute précision. Beidou se positionne comme le fondement de la souveraineté numérique des pays de la région, les liant de fait à la plateforme technologique chinoise³². Il est toutefois important de comprendre que Beidou est un élément fondamental de l'infrastructure militaire chinoise, créé pour garantir l'indépendance vis-à-vis du GPS américain. L'intégration de la logistique et du secteur public d'Asie centrale dans Beidou étend la couverture et la précision du réseau de navigation militaire chinois.

Un monopole dans le secteur des télécommunications

La volonté d'exercer un contrôle sur l'architecture des réseaux de télécommunications de la région constitue le prolongement logique de l'expansion numérique de la Chine. Il ne s'agit pas seulement de fournir du matériel mais aussi de tenter de prendre l'initiative dans l'élaboration des règles technologiques de demain, notamment en matière de 5G et d'IoT. Comme le soulignent des experts du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, les fournisseurs chinois ont de facto monopolisé la fourniture d'équipements

29. T. Capaccio et J. Leonard, « Huawei on List of 20 Chinese Companies That Pentagon Says Are Controlled by People's Liberation Army », *TIME*, 25 juin 2020, disponible sur : <https://time.com>.

30. « Entities Identified as Chinese Military Companies Operating in the United States in Accordance with Section 1260H of the William M. ("Mac") Thornberry National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2021 (Public Law 116-283) », Département de la Guerre des États-Unis, 7 janvier 2025, disponible sur : <https://media.defense.gov>.

31. « China's BeiDou Navigation Satellite System in the New Era », The State Council Information Office of the People's Republic of China, 4 novembre 2022, disponible sur : <http://english.scio.gov.cn>.

32. W. Yang et Z. Ye, « Brève analyse de l'utilisation opérationnelle de la troisième génération de satellites Beidou de la RPC » (en chinois traditionnel), *Revue académique de la Marine*, vol. 59, n° 4, août 2025, p. 77-95.

pour les réseaux de base en Asie centrale³³. En fournissant des équipements à des prix avantageux avec un soutien au crédit, Pékin cherche à intégrer les entreprises de télécommunications locales dans son écosystème, rendant financièrement peu viable le passage à des équipements d'autres fournisseurs. En finançant la construction de tels centres, la Chine veille à ce que l'architecture des réseaux de la région s'aligne automatiquement sur les normes chinoises, coupant ainsi les pays d'Asie centrale des plateformes technologiques occidentales (et, à terme, russes).

Les chiffres illustrent clairement l'ampleur de la pénétration technologique chinoise dans les infrastructures de communication de la région. Au Tadjikistan, un protocole d'accord entre le Service des communications et Huawei prévoit la modernisation et le développement du réseau à partir de 7 600 stations de base aux normes GSM/LTE/5G, considérées comme le fondement de la future infrastructure 5G³⁴. Selon plusieurs estimations d'experts, plus de 90 % des équipements de télécommunications du Tadjikistan sont fournis par Huawei. Au Kirghizistan, Huawei est le principal fournisseur technologique des plus grands opérateurs, notamment Sky Mobile et Alfa Telecom, et plusieurs publications analytiques estiment que la part de ses équipements chez ces opérateurs s'élève respectivement à 90 % et 70 %. Ainsi, une stratégie à plusieurs niveaux, combinant la construction d'installations militaires financée par des subventions, l'exportation de systèmes de contrôle numérique, la formation d'élites et la présence de structures paramilitaires informelles, permet à la Chine de défendre efficacement ses intérêts sans recourir à la création formelle de blocs militaires.

33. A. Bobokhonov, et D. Bekturganov, « China's Growing Technological Impact in Central Asia », Civic IDEA, Doublethink Lab, mai 2023, disponible sur : <https://civicidea>.

34. « Signing of a Memorandum between the Communications Services and "Huawei Technologies of Tajikistan" », Communications services under the government of Tajikistan, 12 décembre 2023, disponible sur : <https://cs.gov.tj/en>.

Les contours de la rivalité avec la Russie

Les relations russo-chinoises continuent d'être officiellement qualifiées de « partenariat stratégique sans limites », fondé sur la confiance mutuelle et des efforts communs pour démanteler l'ordre mondial centré sur l'Occident. Cependant, au niveau régional, une dynamique différente se dessine de plus en plus clairement, où l'on peut aujourd'hui observer une redistribution progressive des rôles au sein de ce tandem asymétrique.

Contrairement à de nombreuses estimations d'experts, la Russie n'a pas perdu l'Asie centrale comme zone d'intérêts stratégiques fondamentaux après 2022. Elle conserve une présence militaire ainsi que des leviers en matière d'infrastructures, de migration et d'aide humanitaire. Néanmoins, la guerre contre l'Ukraine a objectivement réduit la marge de manœuvre de la Russie et accru sa dépendance à l'égard du marché chinois, tandis que les États d'Asie centrale ont intensifié leurs stratégies de diversification et d'équilibrage de leurs partenaires extérieurs.

Dans ce contexte, la Chine n'a pas tant obtenu l'occasion d'évincer la Russie qu'elle a saisi l'opportunité d'occuper progressivement des domaines dans lesquels Moscou détenait auparavant un quasi-monopole. Pékin y parvient en tissant un réseau dense de dépendances économiques, institutionnelles, numériques et en matière de ressources humaines. D'un point de vue analytique, il est légitime d'examiner cette ligne d'action à travers le prisme du concept de *weaponized interdependence*³⁵, qui suppose que le contrôle des nœuds clés des réseaux de transport, financiers, numériques et réglementaires se transforme au fil du temps en un levier d'influence structurelle.

Dans le cas de l'Asie centrale, il s'agit avant tout de logistique, d'infrastructures numériques, de plateformes éducatives, de systèmes de surveillance et de mécanismes de formation des cadres de direction et des forces de sécurité. Il ne s'agit pas d'une domination militaro-politique classique, mais d'une forme d'enracinement plus souple et moins visible, mais profonde.

La première ligne de fracture, et la plus sensible, a été l'architecture institutionnelle de la région. Pendant deux décennies, la Chine a été contrainte, dans une large mesure, d'agir en Asie centrale dans le cadre de l'OCS, où la Russie conservait un poids politique, une influence procédurale

35. H. Farrell et A. L. Newman, « Weaponized Interdependence: How Global Economic Networks Shape State Coercion », *International Security*, vol. 44, n° 1, été 2019, p. 42-79.

et la possibilité de bloquer ce qu'elle considérait comme une autonomisation excessive des initiatives chinoises. À partir du sommet de Xi'an en 2023, Pékin a commencé à transférer de manière ciblée ses interactions avec les pays de la région vers un format distinct et exclusif « Chine-Asie centrale ». Au printemps 2024, le Secrétariat du mécanisme a été officiellement lancé à Xi'an et, en juin 2025, 13 plateformes ministérielles fonctionnaient déjà dans le cadre de ce format. Pour la Russie, le fait que ce cadre se développe sans sa participation et sans son droit de veto institutionnel est particulièrement sensible. Moscou n'est même pas représenté en tant qu'observateur au sein de ce mécanisme. Ce n'est pas un hasard si les experts russes de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) constatent que l'influence de la Russie en Asie centrale diminue depuis les années 2000 et que le sommet de Xi'an en 2023 a été défavorable à Moscou, dans la mesure où il a été suivi de la mise en place d'éléments d'intégration politique entre les pays d'Asie centrale et la Chine sans la participation de la Russie³⁶.

Dans le domaine économique, la concurrence est de plus en plus visible. La situation au Tadjikistan est révélatrice à cet égard : pour la première fois en plus de deux décennies, la Chine a légèrement devancé la Russie, devenant le premier partenaire commercial de la république. En chiffres absolus, les volumes sont comparables. Ainsi, les échanges commerciaux du Tadjikistan avec la Chine ont atteint 964 millions de dollars au cours des cinq premiers mois de 2025, contre environ 900 millions de dollars avec la Russie. Dans le même temps, le commerce russo-tadjik affiche également une croissance. Au terme des neuf premiers mois de 2025, il a augmenté de 17 % par rapport à la même période de l'année précédente³⁷.

Dans ce contexte, la mise en œuvre de la ligne ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan, qui constitue un maillon clé du Corridor médian, devient la principale pierre d'achoppement. Pendant de longues années, la ligne transsibérienne et le réseau ferroviaire développé du Kazakhstan ont assuré à Moscou un monopole logistique sur le transit de marchandises entre l'Asie et l'Europe. La construction de la ligne ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan, qui est entrée dans sa phase active en 2025-2026, porte un coup réel aux revenus de transit russes. Comme le soulignent les experts interrogés, ce projet limite la capacité stratégique de la Russie à utiliser la logistique comme un instrument de chantage politique ou de pression sur les États d'Asie centrale en cas de crise.

Dans le domaine de la sécurité, la rivalité se développe avec encore plus de prudence, mais c'est précisément pour cette raison qu'elle revêt une importance particulière. L'Asie centrale a longtemps fonctionné selon une logique de répartition informelle des rôles, un sujet qui a fait l'objet de

36. I. Zuenko, « China's Activity in Central Asia in Light of Russian Interests », *op. cit.*

37. « Russia-Tajikistan Trade Turnover Sees Significant Growth in 2025 », *Caspian Post*, 7 octobre 2025, disponible sur : <https://caspiantpost.com>.

nombreux commentaires et articles³⁸. Ce schéma ne reflète plus les réalités actuelles. Lors du sommet d'Astana de juin 2025, Pékin a ouvertement proposé non seulement des instruments économiques mais aussi des outils de sécurité, comprenant un soutien à la modernisation des secteurs de la défense et de la sécurité intérieure des États de la région, des entraînements conjoints, la formation de personnels, des projets de type Safe City, ainsi qu'un élargissement de la coopération dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale et les cybermenaces. Bien sûr, cela ne signifie pas pour autant que la Chine a évincé la Russie de la sphère de la sécurité, ce que confirment d'ailleurs les estimations de la plupart des chercheurs interrogés. Néanmoins, Pékin a fait son entrée dans des segments qui étaient auparavant considérés comme politiquement sensibles et largement réservés à Moscou. Il en résulte la formation d'une architecture de sécurité parallèle, moins formalisée mais de plus en plus dense sur le plan fonctionnel.

Il est également essentiel de noter que Moscou ne transpose pas encore ces divergences dans le domaine d'un conflit politique ouvert. La raison n'est pas l'absence de contradictions, mais le coût considérablement accru de leur articulation publique. Un article de Reuters souligne qu'après 2022, la Chine est devenue un pilier économique majeur pour la Russie. Malgré la baisse des échanges commerciaux en 2025, le commerce bilatéral s'est élevé à environ 228,1 milliards de dollars, et le marché chinois continue de jouer un rôle crucial pour Moscou dans la vente de ressources énergétiques et l'achat d'un large éventail de produits³⁹. Dans ces conditions, le Kremlin n'a objectivement aucun intérêt à bloquer ostensiblement les initiatives chinoises en Asie centrale. Il est caractéristique que, dans les milieux d'experts russes, ce ne soit pas la logique d'une confrontation directe avec la RPC qui domine, mais celle de la gestion des risques et des tentatives d'adaptation au nouvel équilibre par le maintien du dialogue avec Pékin et la conservation des positions dans les zones d'avantage résiduelles. De plus, les experts russes soulignent que l'augmentation des livraisons d'armes et de matériel chinois en Asie centrale réduit les livraisons occidentales dans la région⁴⁰.

Dans l'ensemble, on peut constater que, jusqu'en 2022, les rôles de la Chine et de la Russie en Asie centrale n'ont pas subi de changements radicaux. Chacune des deux puissances menait sa propre ligne dans la région, sans trop empiéter sur les intérêts de l'autre. L'Asie centrale était formellement reconnue par la Chine comme étant une zone d'intérêts particuliers pour la Russie. Mais dans le même temps, Pékin a progressivement étendu sa sphère d'influence en Asie centrale dans les domaines où celle de la Russie s'affaiblissait. Dans l'ensemble, Moscou et

38. J. Šćepanović, « The Sheriff and the Banker? Russia and China in Central Asia », War on the Rocks, 13 juin 2022, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

39. « China's 2025 Trade with Russia Posts First Decline in 5 Years », Reuters, 14 janvier 2026, disponible sur : www.reuters.com.

40. I. Zuenko, « China's Activity in Central Asia in Light of Russian Interests », *op. cit.*

Pékin ont réussi à mener leur propre politique sans entrer pour autant en conflit ouvert. C'est après 2022 que le statut de la Russie et de la Chine en Asie centrale a radicalement changé et que le nouveau *statu quo* répond manifestement de moins en moins aux intérêts de la Russie.

Ainsi, il est aujourd'hui difficile de résumer les relations entre la Russie et la Chine en Asie centrale en une seule formule. Mais une chose est sûre : on ne peut plus parler d'une quelconque division du travail entre Moscou et Pékin au Kazakhstan. La formule conventionnelle, selon laquelle Pékin étendait son influence économique tandis que Moscou assurait la sécurité dans la région, ne convient ni à la Chine ni à la Russie. Ce discours était déjà connu avant le début de la guerre. Mais ce sont la guerre et les événements de janvier 2022 au Kazakhstan qui ont confirmé son caractère infondé.

Une autre formule, qui décrivait auparavant les relations entre Moscou et Pékin en Asie centrale comme une politique menée de concert par les deux puissances, ne résiste pas non plus à la critique. Bien sûr, cette formule ne répond pas aux intérêts, en premier lieu, des pays d'Asie centrale eux-mêmes.

Il s'avère donc que la description la plus appropriée de la politique de la Chine et de la Russie en Asie centrale est celle de la concurrence. Elle a toujours existé. Mais elle était de nature cachée et non aiguë. À en juger par les plans déclarés des deux puissances, la concurrence entre Moscou et Pékin en Asie centrale ne fera que s'intensifier à l'avenir.

Les experts soulignent que la Chine et la Russie ont toujours eu certaines divergences, tant au niveau bilatéral que dans certaines régions. En Asie centrale, ces contradictions n'étaient pas évidentes. Mais la destruction des chaînes de transit et logistiques traditionnelles traversant le territoire de la Russie et des pays européens, conséquence de la guerre en Ukraine, a entravé les projets de la Chine visant à créer une voie terrestre vers l'Europe, alternative à la voie maritime. En conséquence, la Chine soutient et met ouvertement en place de nouveaux itinéraires contournant la Russie.

Dans le même temps, il est important de comprendre que le partenariat assez étroit entre la Chine et la Russie repose sur l'anti-américanisme. Il est aujourd'hui évident que la Russie dépend davantage de la Chine et que Pékin tire parti de cette situation, notamment en s'approvisionnant en ressources énergétiques et en matières premières russes à des prix avantageux pour elle. Ce facteur a pris une importance encore plus grande dans le contexte des événements autour de l'Iran en 2026. Cependant, ce *statu quo* pourrait changer. En particulier, les analystes chinois préviennent qu'en cas d'escalade brutale du conflit autour de Taïwan, la Chine pourrait également se retrouver isolée sur la scène internationale. Et alors, parmi les puissances régionales et mondiales, seule la Russie pourrait soutenir la Chine. Ainsi, les analystes de Shanghai écrivent que, dans l'idéal, les États-Unis comptent sur le fait que la Chine commettra la même erreur que la Russie en décidant de lancer des opérations militaires contre Taïwan. Mais c'est précisément ce que

la Chine redoute : s'engager dans une guerre longue qui porterait un coup dur à son économie. Cela signifie que la crise politico-militaire autour de Taïwan se poursuivra dans un avenir proche, accompagnée de provocations militaires tant de la part de la Chine que des pays occidentaux. La Chine va renforcer la pression des sanctions sur l'île. Mais la probabilité d'un déclenchement d'actions militaires réelles de la part de Pékin reste faible pour l'instant.

Compte tenu de ces différents facteurs, les relations entre la Russie et la Chine peuvent être qualifiées de multidimensionnelles. Même en menant une politique plus active en Asie centrale, Pékin cherchera vraisemblablement à éviter toute remise en cause frontale des intérêts russes. Par ailleurs, Moscou et Pékin partagent un certain nombre d'intérêts communs. Au-delà de leur opposition aux États-Unis et, plus largement, à l'Occident, la Russie et la Chine observent avec une même méfiance les dynamiques d'intégration du monde turcique ainsi que les processus de coopération régionale en Asie centrale.

La retenue actuelle de Moscou face à l'expansion chinoise en Asie centrale résulte toutefois davantage des circonstances que d'un choix stratégique. Absorbée par la guerre en Ukraine, la Russie a temporairement perdu la capacité de s'opposer activement à la progression de l'influence chinoise dans une région qu'elle a traditionnellement considérée comme relevant de sa sphère d'influence privilégiée. Il apparaît néanmoins clairement que l'érosion progressive de l'influence russe en Asie centrale au profit de Pékin constitue l'un des dossiers les plus sensibles pour le Kremlin. Il existe des raisons de penser qu'à mesure que ses relations avec l'Occident se normaliseront et que son attention stratégique se détournera du théâtre ukrainien, Moscou reviendra inévitablement au dossier centrasiatique. Pour ce faire, la Russie dispose encore d'atouts considérables, notamment d'une influence informelle sur les appareils de sécurité des États de la région sans commune mesure avec celle dont dispose la Chine. Cette influence repose sur des décennies de formation commune, de coopération institutionnelle et de réseaux personnels tissés entre responsables sécuritaires. Moscou peut également s'appuyer sur des élites politiques russophones dont les réseaux personnels et professionnels demeurent largement orientés vers la Russie.

Un équilibre délicat

L'intensification de la présence chinoise au Kirghizistan et au Tadjikistan a placé ces deux pays face à un paradoxe stratégique. Au cours des trois décennies d'indépendance, ils ont délibérément réduit leur dépendance vis-à-vis de la Russie, privilégiant souvent leurs partenaires chinois comme source alternative d'investissements et de compétences. Cependant, c'est cette stratégie qui a engendré une nouvelle dépendance, cette fois vis-à-vis de leur voisin oriental. La Chine occupe aujourd'hui une position de monopole dans des secteurs clés de l'économie et des infrastructures, et se montre de plus en plus active dans le domaine de la sécurité. Ainsi, la tentative de s'affranchir d'une dépendance monopolistique a conduit à la formation d'une autre, structurellement plus profonde.

S'efforçant de gérer leur double dépendance vis-à-vis de Moscou et de Pékin, le Kirghizistan et le Tadjikistan élargissent progressivement leur réseau de partenariats extérieurs. Les formats « 5+1 » avec les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et la Corée du Sud jouent un rôle de diversification. La Turquie occupe une place particulière dans cette stratégie. Ankara a délibérément renforcé sa présence dans la région, en faisant appel à l'identité turque commune et en proposant des technologies militaires modernes sans conditions politiques. La Turquie fournit notamment des drones Bayraktar à quatre des cinq États d'Asie centrale. Le Kirghizistan les a d'ailleurs utilisés lors du conflit frontalier avec le Tadjikistan en 2022. Ankara continue de renforcer son influence dans la région et il est à noter qu'en juillet 2025, la première réunion des chefs des ministères de la Défense des pays de l'Organisation des États turques (OET) s'est tenue à Istanbul, au cours de laquelle a été discutée l'institutionnalisation de la coopération multilatérale dans le domaine de l'industrie de la défense⁴¹. La Turquie se positionne à la fois comme coordinatrice et fournisseur, ce qui reflète son potentiel d'exportation croissant dans le domaine militaire. Dans le même temps, le vecteur turc présente des limites évidentes. Le Tadjikistan, qui ne fait pas partie de l'OET en raison de ses particularités culturelles et linguistiques, reste en marge de l'intégration turque et est contraint de rechercher d'autres partenaires. De plus, l'expansion de la présence militaire turque provoque inévitablement une réaction de la part de la Russie et de la Chine, ce qui limite les possibilités des républiques d'Asie centrale d'approfondir leur coopération avec Ankara.

En fin de compte, la configuration des influences extérieures qui se dessine ne réduit pas le niveau de dépendance du Kirghizistan et du

41. « Turkey and the Defence Industry Cooperation Among Turkic States Promoted at the IDEF 2025 », Special Eurasia, juillet 2025, disponible sur : www.specialeurasia.com.

Tadjikistan mais en modifie simplement la structure. Parallèlement, la concurrence tacite entre la Russie et la Chine préserve certes, pour Bichkek et Douchanbé, une marge de manœuvre limitée, mais elle ne se traduit pas automatiquement par un renforcement de leur autonomie stratégique. Au contraire, la possibilité d'assurer un équilibre dépend de plus en plus de la capacité des deux républiques à élargir de manière ciblée leur cercle de partenaires extérieurs et à empêcher la concentration d'une dépendance critique entre les mains d'un seul acteur. C'est dans cette logique que le Kirghizistan et, dans une moindre mesure, le Tadjikistan intensifient leurs relations avec la Turquie, ainsi qu'avec d'autres acteurs extérieurs, en les utilisant comme un outil supplémentaire de diversification.

Conclusion

Le rôle de la Chine en Asie centrale a évolué progressivement mais, depuis 2022, ce processus a acquis une ampleur et une dynamique qualitativement nouvelles. Les cas du Tadjikistan et du Kirghizstan montrent comment Pékin passe du statut de grand partenaire extérieur à celui d'acteur structurant, contribuant à façonner l'architecture institutionnelle des relations régionales, notamment à travers le mécanisme « Chine-Asie centrale ». Ce faisant, la Chine intègre peu à peu les États de la région dans un système dont Pékin constitue le centre de gravité.

L'évolution de la perception par la Chine de son propre rôle dans le domaine de la sécurité régionale est également de plus en plus visible. Pékin ne se limite plus à des objectifs de stabilisation frontalière ou à sa participation à des mécanismes multilatéraux tels que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Son action s'étend désormais à un ensemble d'instruments plus sophistiqués : contrôle technologique, exportations d'armements, formation de personnels militaires et policiers, développement d'infrastructures de télécommunications, ainsi que déploiement de systèmes numériques de surveillance et de gestion. La particularité de ce modèle réside dans sa capacité à accroître l'influence chinoise sans recourir à une domination militaire directe. En conséquence, le rôle de la Chine dans la sécurité régionale se renforce moins par le biais d'alliances formelles que par l'intégration progressive de technologies, de standards et de pratiques chinoises au sein même de l'architecture de sécurité des États concernés.

La montée en puissance de la Chine au Tadjikistan et au Kirghizstan affecte directement ou indirectement les intérêts russes. Moscou conserve d'importants atouts, notamment ses bases militaires, les mécanismes institutionnels de l'Organisation du traité de sécurité collective, ses liens étroits avec les appareils de sécurité de la région, ainsi que l'importance du facteur migratoire. Néanmoins, l'espace que la Russie occupait traditionnellement en tant qu'unique garant extérieur de la sécurité régionale se réduit progressivement. Dans cette perspective, l'ordre régional qui se dessine ne correspond pas à un simple remplacement d'un centre de puissance extérieur par un autre. Il s'agit plutôt d'une configuration plus complexe et plus stratifiée, au sein de laquelle la domination russe n'apparaît plus comme incontestée.

Dans ce contexte, il devient de plus en plus difficile pour le Kirghizstan et le Tadjikistan de maintenir une politique étrangère véritablement équilibrée. Les dépendances à l'égard des acteurs extérieurs se multiplient et se superposent. C'est pourquoi les deux États cherchent à diversifier leurs

partenariats, notamment en direction de la Turquie et d'autres acteurs, afin d'éviter une concentration excessive de l'influence entre les mains de Moscou ou de Pékin. Toutefois, les marges de manœuvre disponibles à cette fin tendent à se réduire. La Chine a désormais dépassé le rôle de simple partenaire économique et son niveau d'implication au Kirghizstan et au Tadjikistan a atteint un stade où sa présence dans le domaine de la sécurité ne constitue plus un complément ponctuel, mais un élément durable de la nouvelle réalité régionale.

Les dernières publications des *Russie.Eurasie.Visions*

- [V. Inozemtsev, « La “Deathonomics” russe : coûts sociaux, politiques et économiques de la guerre en Ukraine », n° 141, février 2026.](#)
- [V. Grantseva et R. Abdrakhmanov, « Le Kazakhstan après le double choc de 2022. Conséquences politiques, économiques et militaires », n° 140, octobre 2025.](#)
- [M. Laruelle, « La guerre comme ascenseur social. L’impact socio-économique du keynésianisme militaire russe », n° 139, juin 2025.](#)
- [S. Sukhankin, « La mer Caspienne, pôle énergétique émergent : Opportunités et limites », n° 138, février 2025.](#)
- [P. Baev, « Les commandants russes de la guerre en Ukraine : purges, remaniements et mécontentements », n° 137, décembre 2024.](#)
- [I. Dezhina, « La Russie et les nouveaux membres des BRICS. Opportunités et limites d’une coopération scientifique et technologique », n° 136, septembre 2024.](#)
- [F. Vidal, « La Russie en Arctique : fin des illusions et recompositions », n° 135, août 2024.](#)
- [B. Lo, « Between Aspiration and Reality: Russia in the World \(Dis\)order », n° 134, juin 2024.](#)
- [D. Minic, « La politique russe d’Emmanuel Macron : étapes et racines d’une nouvelle approche, 2017-2024 », n° 133, avril 2024.](#)
- [V. Inozemtsev, « Asie centrale : une occasion historique à saisir », n° 132, décembre 2023.](#)
- [R. Genté, « Géorgie, un autre front de la Russie », n° 131, décembre 2023.](#)
- [P. Baev, « Les nouveaux défis de la Russie sur le théâtre européen de la Baltique et du Nord », n° 130, novembre 2023.](#)
- [V. Inozemtsev, « L’exode du siècle : une nouvelle vague d’émigration russe », n° 129, juillet 2023.](#)

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d’informations), merci d’écrire à l’adresse suivante : dechapt@ifri.org.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org